

LES CANDIDATURES AFRICAINES À L'ÉLECTION DU CONSEIL DE LA FIFA OUVERTES DEPUIS MERCREDI

# Raouraoua pas intéressé par le mandat de 6 mois

● **La Confédération africaine de football (CAF) a décidé mercredi dernier l'ouverture des candidatures pour l'élection au Conseil de la Fédération internationale de football (FIFA) prévue le 29 septembre prochain en marge de l'Agex de la CAF au Caire.**

La circulaire de la CAF envoyée aux 54 associations membres a fixé le délai de dépôt des candidatures pour le Conseil de la Fifa au 30 juin 2016, soit trois mois avant l'élection, comme stipulé par les statuts en vigueur. La CAF aura droit à deux membres africains supplémentaires pour le Conseil de la Fifa pour une période transitoire de six mois (30 septembre 2016-16 mars 2017). Dans son communiqué, la CAF a précisé que les candidats au Conseil subiront un test d'intégrité par les organes compétents de la Fifa comme le prescrivent désormais les statuts de la Fifa. De façon conjoncturelle un aménagement a été fait quant aux délais dans lesquels les candidatures doivent être soumises à la Fifa pour ce test d'intégrité. Pour ce scrutin, l'Algérie n'est pas candidate.

Le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, membre du comité exécutif de la Confédération Africaine et ex-membre du CE de la Fifa a préféré ne pas postuler pour cette élection. Selon nos sources, il le sera certainement lors du prochain conclave de la CAF prévu en mars 2017 à Addis-Abeba. Ce congrès marquera le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'instance africaine. A l'occasion, l'Afrique votera et les six postes pour le Conseil de la Fifa et pour la présidence de la CAF où Issa Hayatou postulera pour un huitième mandat. Le Camerounais sera le favori à sa propre succession et ce, à la faveur de la révision des textes de l'institution du football africain notamment le point lié à l'âge des candidats. La CAF avait expliqué cette entorse à ses propres règles par le fait que «la Fifa n'a plus de limite d'âge pour les membres de son comité» et que, dès lors, la CAF souhaite ainsi aligner son règlement sur celui de la Fifa», de l'avis du président de la fédération ghanéenne Kwesi Nyantaki. Auparavant, le règlement de la CAF interdisait aux postulants de plus de 70 ans d'intégrer son CE.

**La succession de Hayatou désormais «possible»**

La «proposition» d'amender cet article est passée comme une lettre à la poste lors de la dernière assemblée générale de la CAF, en avril 2015 au Caire. Hayatou, élu en 1987 à la présidence de la CAF, bouclera ses 70 ans le 9 août prochain. L'élection du Suisse Gianni Infantino, en février dernier à la présidence de la Fifa, semble constituer un camouflet pour le prince de Garoua qui avait invité les 54 fédérations africaines à voter en faveur de Cheikh Selmane. Depuis, le maître absolu du football africain a «disparu» de la circulation. Et ce n'est pas uniquement à cause de son état de santé. L'échec essuyé lors du vote du nouveau président de l'instance mondiale du football a érodé son pouvoir. D'ici mars 2017, il est possible de voir «fleurir» quelques candidatures pour déloger le Camerounais de son siège à la tête de la CAF. Pour le moment, aucun nom ne semble se dégager pour la succession du «baron» camerounais. Plusieurs fois annoncé, l'Algérien Mohamed Raouraoua a

préféré jouer les bras courts se contentant de jouer le rôle de médiateur, parfois de «collaborateur», au puissant dirigeant camerounais. Il se murmure dans les coulisses de la CAF que le prochain président de la CAF sortira du sérail d'Issa Hayatou.

Publicité

Il pourrait s'agir d'un de ses plus fidèles lieutenants, le Seychellois Suketu Patel en l'occurrence. Pour le Conseil de la Fifa, les postulants aux six postes en jeu se compteront également par les membres actifs de l'actuel comité exécutif de la CAF.

Outre Issa Hayatou (vice-président senior du Conseil de la Fifa), Mohamed Raouraoua, qui a tenté de reprendre son rang perdu l'année dernière au profit du Tunisien Tarek Bouchamaoui, l'Egyptien Hani Abo Rida, le Congolais Omari Constant et

la Burundaise Nsekera Lydia seront de la partie. Cette dernière devra conserver logiquement le poste dédié aux femmes (une par confédération) au sein du Conseil de la Fifa. D'ici là, les tractations continueront.

M. B.